



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

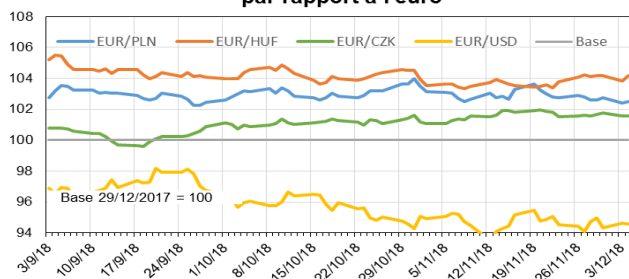
N° 27/2018

Du 26 novembre au 7 décembre 2018

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



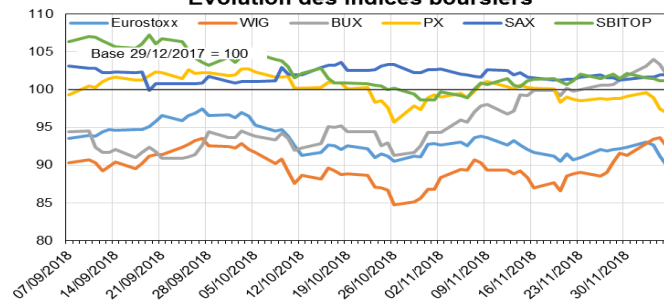
Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Clôtures au	06/12/2018	29/11/2018	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2017
EUR/PLN*	4,2914	4,2842	+ 0,17%	+ 2,78%
EUR/HUF*	323,75	323,45	+ 0,09%	+ 4,26%
EUR/CZK*	25,891	25,958	- 0,26%	+ 1,43%
EUR/USD*	1,1327	1,1391	- 0,56%	- 5,58 %
WIG20	58 996,43	58 412,94	+ 1,00%	- 7,45 %
BUX	40 164,16	39 861,63	+ 0,76%	+ 2,00%
PX	1 044,86	1 065,71	- 1,96%	- 3,09%
Eurostoxx	2 859,99	2 929,6	- 2,38%	- 10,00%
Spread PL-10	282,2	279,8	+ 2,4 pb	- 5,4 pb
Spread HU-10	296,7	292,5	+ 4,2 pb	+ 134,5 pb
Spread CZ-10	180,1	174,9	+ 5,2 pb	+ 70,5 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

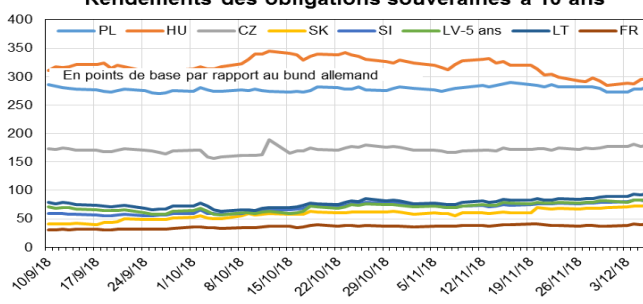
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Rendements des obligations souveraines à 10 ans



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

POLITIQUE MONETAIRE

Taux d'intérêt (%)							
Zone euro		Rép. tchèque	Pologne	Hongrie			
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	1,75	Taux de refinancement à 1 semaine*	1,50	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,40	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,75	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,15
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,75	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,50	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	3,50	Réserves obligatoires	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **Le ratio recettes fiscales/PIB atteint 40,2% dans l'UE-28 et 41,4% dans la zone euro en 2017**, Eurostat le 28 novembre. En 2016, ce ratio s'établissait à 39,9% dans l'UE et à 41,2% dans la zone euro. En 2017, les ratios recettes fiscales/PIB étaient les plus élevés en France (48,4%), en Belgique (47,4%), au Danemark (46,5%), en Suède (44,9%), en Finlande (43,4%), en Autriche et en Italie (42,4% chacun) et en Grèce (41,8%), tandis que les ratios les plus faibles ont été observés en Irlande (23,5%), en Roumanie (25,8%), en Bulgarie (29,5%), en Lituanie (29,8%) et en Lettonie (31,4%). Par rapport à 2016, le ratio des recettes fiscales rapportées au PIB a augmenté en 2017 dans quinze États membres de l'UE, la hausse la plus marquée étant observée à Chypre (+1,1pp), au Luxembourg (+0,9pp) et en Slovaquie (+0,8pp). En revanche, le ratio a diminué dans treize États membres, les plus fortes baisses ont été enregistrées en Hongrie (-0,9pp), en Roumanie et en Estonie (-0,8pp chacun). En 2017, les impôts sur la production et sur les importations représentaient la plus grande partie des recettes fiscales dans l'UE (comptant pour 13,6% du PIB), suivis de près par les cotisations sociales nettes (13,3%) et les impôts sur le revenu et le patrimoine (13,1%). Dans la zone euro, la plus grande partie des recettes fiscales provenait des cotisations sociales nettes (15,2% du PIB), devant les impôts sur la production et sur les importations (13,2%) et les impôts sur le revenu et le patrimoine (12,8%). En 2017, la part des impôts sur la production et sur les importations était la plus élevée en Suède (où ils représentaient 22,7% du PIB), en Croatie (19,6%) et en Hongrie (18,2%), tandis qu'elle était la plus faible en Irlande (8,5%), en Allemagne (10,7%) et en Slovaquie (11,1%). La part des impôts sur le revenu et le patrimoine était la plus élevée au Danemark (29,7% du PIB), devant la Suède (18,9%), la Belgique (16,9%) et la Finlande (16,6%) alors qu'à l'inverse, la Lituanie (5,4%), la Bulgarie (5,7%), la Roumanie (6,1%) et la Croatie (6,3%) ont enregistré les impôts sur le revenu et le patrimoine les plus faibles en pourcentage du PIB. Les cotisations sociales nettes représentaient une proportion significative du PIB en France (18,8%), en Allemagne (16,7%) ainsi qu'en Belgique (16,1%), tandis que les taux les plus bas ont été observés au Danemark (0,9% du PIB) et en Suède (3,3%).
- **Le taux de chômage s'établit à 8,1% dans la zone euro et à 6,7% dans l'UE à 28**, Eurostat le 30 novembre. Dans la zone euro, le taux chômage est en recul de 0,7pp comparé à octobre 2017 et stable par rapport à septembre 2018, le niveau actuel de chômage est le plus faible enregistré depuis novembre 2008. Dans l'UE, le taux de chômage est en recul de 0,7pp comparé à octobre 2017 et stable par rapport à septembre 2018, le niveau actuel est le plus faible observé depuis le calcul de l'indicateur par Eurostat au 1^{er} janvier 2000. Eurostat estime qu'en octobre 2018, 16,626 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE dont 13,172 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2018, le nombre de chômeurs a diminué de 4 000 dans l'UE28 et a augmenté de 12 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2017, le chômage a baissé de 1,523 million de personnes dans l'UE28 et de 1,121 million dans la zone euro. En octobre 2018, les taux de chômage les plus faibles ont été relevés en République tchèque (2,2%), en Allemagne (3,3%), en Hongrie, à Malte et au Pays-Bas (3,7% chacun) ainsi qu'en Pologne (3,8%), tandis que les taux les plus élevés ont été observés en Grèce (18,9%), en Espagne (14,8%) et en Italie (10,6%). Entre octobre 2017 et octobre 2018, le taux de chômage a baissé dans tous les États membres, les baisses les marquées ont été relevées en Croatie et en Grèce (-1,9pp), en Espagne (-1,8pp) et au Portugal (-1,7pp). En octobre 2018, 3,468 millions de jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage dans l'UE, dont 2,503 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2017, le nombre de jeunes chômeurs a diminué de 215 000 dans l'UE et de 78 000 dans la zone euro. En octobre 2018, le taux de chômage des jeunes s'est établi à 15,3% dans l'UE et à 17,3% dans la zone euro, contre respectivement 16,3% et 18,1% en octobre 2017. Les taux les plus faibles en octobre 2018 ont été observés en République tchèque (5,2%), en Allemagne (6,2%) et aux Pays-Bas (7,2%), tandis que les plus élevés ont été enregistrés en Grèce (36,8% en août 2018), en Espagne (34,9%) et en Italie (32,5%).
- **L'inflation atteint 2% dans la zone euro en g.a en novembre 2018, soit un ralentissement de 0,2pp comparé à octobre dernier**, Eurostat le 30 novembre. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'énergie alimente principalement en novembre 2018 (9,1% en g.a, -1,6pp par rapport à octobre), suivie de l'alimentation, alcool & tabac (2% en g.a, -0,2pp comparé à octobre), des services (1,3%, -0,2pp comparé à octobre) et des biens industriels non énergétiques (0,4% en g.a, stable comparé à octobre).



- **Les prix à la production industrielle ont augmenté de 4,9% dans la zone euro et de 5,4% dans l'UE à 28 en g.a en octobre 2018**, Eurostat le 4 décembre. Dans la zone euro, les prix à la production industrielle ont augmenté de 14,6% dans le secteur de l'énergie, de 2,6% pour les biens intermédiaires et de 1,2% pour les biens d'investissement ainsi que les biens de consommation durables en octobre 2018 en g.a, tandis que les prix pour les biens de consommation sont restés stables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont augmenté de 1,5%. Dans l'UE, les prix à la production industrielle ont augmenté de 17,1% dans le secteur de l'énergie, de 3,0% pour les biens intermédiaires, de 1,5% pour les biens de consommation durables, de 1,3% pour les biens d'investissement et de 0,3% pour les biens de consommation non durables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont progressé de 1,7%. Les plus fortes hausses des prix à la production industrielle en octobre 2018 en g.a ont été enregistrées en Belgique (+10,4%), au Danemark (+9,9%) en Hongrie (+8,4%), au Royaume-Uni (+7,7%), en Slovaquie (+7,2%), en en Estonie et en Italie (+7,1% chacun) et en Suède (+7%) tandis que la seule baisse a été relevée en Irlande (-2,7%). Entre septembre et octobre 2018 dans la zone euro, les prix à la production industrielle ont augmenté de 2,7% dans le secteur de l'énergie, de 0,2% pour les biens d'investissement et de 0,1% pour les biens intermédiaires ainsi que les biens de consommation durables, tandis que les prix pour les biens de consommation non durables ont diminué de 0,1%. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie sont restées stables. Dans l'UE, les prix à la production industrielle ont augmenté de 2,6% dans le secteur de l'énergie, de 0,2% pour les biens d'investissement et de 0,1% pour les biens intermédiaires, tandis que les prix sont restés stables pour les biens de consommation durables et ont diminué de 0,1% pour les biens de consommation non durables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie à l'exclusion du secteur de l'énergie ont progressé de 0,1%. Entre septembre et octobre 2018, les plus fortes hausses des prix à la production industrielle ont été enregistrées en Belgique (+3,6%), en Italie (+1,8%), en Roumanie (+1,6%) et en Slovaquie (+1,3%), tandis que des baisses ont été observées en Estonie (-0,8%), en Lettonie (-0,6%), en Slovénie (-0,2%) et à Chypre (-0,1%).
- **Les Ministres des finances de l'UE ont trouvé un accord sur un projet de réforme de la zone euro mardi 4 décembre.** Le Mécanisme européen de stabilité (MES) aura la fonction, d'ici 2024 au plus tard, d'agir en tant que prêteur de dernier ressort dans le cas d'une crise bancaire en Europe. Le MES pourrait ainsi débloquer des crédits aux Etats respectant les règles budgétaires de l'UE de manière quasi-automatique ; des Etats tels la Grèce ou l'Italie ne pourraient par exemple actuellement pas obtenir de crédits sans la mise en œuvre d'importantes réformes budgétaires en contrepartie. L'Euro groupe a également décidé d'instaurer d'ici 2022 de nouvelles règles facilitant la restructuration de la dette publique des Etats membres de la zone euro. La mise en œuvre du budget de la zone euro fera l'objet de négociations supplémentaires et aura une fonction de stabilisation telle que le souhaitait Paris.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a progressé de 1,7% dans la zone euro et de 2,1% dans l'UE à 28 en g.a en octobre 2018**, Eurostat le 5 décembre. En octobre 2018, le volume des ventes du commerce de détail a progressé de 2,3% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac », de 1,7% pour le secteur non-alimentaire et de 1,5% pour les carburants. Dans l'UE, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 2,4% pour le secteur non-alimentaire, de 2,3% pour les carburants et de 1,9% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac ». Les plus fortes hausses du volume du commerce de détail en octobre 2018 ont été enregistrées en Slovénie (+13,3% en g.a), en Irlande (+8,4%), en Lituanie (+7,3%) et en Slovaquie (+6%), tandis que des baisses ont été observées à Malte (-2,3%), en Finlande (-1%) et au Luxembourg (-0,3%). Entre septembre et octobre 2018 dans la zone euro, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 1,0% pour les carburants et de 0,6% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac », tandis que les ventes du secteur non-alimentaire ont diminué de 0,1%. Dans l'UE, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 0,8% pour les carburants et de 0,5% pour le secteur « Alimentation, boissons, tabac », tandis que les ventes du secteur non-alimentaire ont diminué de 0,3%. Entre septembre et octobre 2018, les plus fortes hausses du volume du commerce de détail ont été enregistrées en Slovénie (+7,9%), au Portugal (+2,3%) et en Autriche (+1,6%), tandis que des baisses ont été observées en Finlande (-2%), au Danemark et en Suède (-1,2% chacun), en Lettonie (-1,1%), en Irlande (-0,8%), en Estonie, à Malte et au Royaume-Uni (-0,5% chacun) et en Allemagne (-0,3%).



- **Les ménages de l'Union européenne consacrent en moyenne 12,2% de leurs revenus aux dépenses alimentaires en 2017**, Eurostat le 6 décembre. Les dépenses alimentaires sont ainsi le troisième poste de dépenses le plus important pour les ménages européens après le logement (24,2% du revenu) et les transports (13% du revenu). Les dépenses alimentaires représentent la part des dépenses la plus élevée en Roumanie (27,8%), en Lituanie (21,6%) et en Estonie (20,3%) et la part la plus faible au Royaume-Uni (8,2%), au Luxembourg (8,9%), en Irlande (9,2%) et en Autriche (9,9%).

Pologne

- **La croissance du PIB polonais atteint 5,1% en g.a au troisième trimestre 2018**, Office statistique polonais (GUS) le 30 novembre. La croissance est la même qu'au deuxième trimestre et supérieure au consensus du marché qui était de 4,7%. Le GUS a également revu à la hausse la croissance au premier trimestre, à 5,3% en g.a (+0,1 pp). Au troisième trimestre, on notera en particulier un net rebond de l'investissement (FBCF) qui affiche une hausse de 9,9% en g.a, soit l'évolution la plus rapide de cet indicateur depuis le 1^{er} trimestre 2015. A titre de comparaison, le FBCF a augmenté aux premier et deuxième trimestres respectivement de 8,2% et de 4,7%. La consommation des ménages reste très dynamique (+4,5% en g.a.) mais inférieure qu'à la croissance du premier (+4,7%) et du deuxième (+4,9%) trimestres. En revanche, la consommation des administrations publiques atteint +3,6% en g.a et s'accélère (comparé avec +3% au premier et 3,5% au deuxième trimestre). Compte tenu de la dégradation du commerce extérieur, la contribution des exportations nettes a été négative au troisième trimestre à hauteur de -0,9 pp. Pour le quatrième trimestre 2018, la Ministre de l'Entrepreneuriat et de la Technologie Jadwiga Emilewicz prévoit une croissance toujours soutenue, légèrement supérieure à 5% qui sera tirée aussi bien par la robustesse de la consommation que par la forte reprise de l'investissement.
- **Le Président polonais Andrzej Duda a promulgué une loi en vue de simplifier les formalités administratives pour les microentreprises, les TPE et les PME.** La mesure, intitulée "Pakiet MSP", s'inscrit dans le programme dénommé "La Constitution pour les Affaires" qui prévoit l'assouplissement des lourdeurs administratives pour les entreprises. Parmi les nouveaux dispositifs induits par la loi le relèvement du seuil octroyant le statut préférentiel du "petit contribuable" de 1,2 à 2 millions d'euros (à compter de 2020), le raccourcissement (de 90 à 15 jours) du délai de défaut de paiement permettant de bénéficier de l'allègement fiscal à titre de mauvaises créances, des préférences fiscales pour les microentreprises exploitées par les conjoints, la possibilité de déduction fiscale à titre d'une perte d'exploitation à hauteur maximale de 5 millions PLN (1,2 million d'euros), la suppression des formations de sécurité et d'hygiène de travail pour les professions à faible risque (comme par exemple les employés de bureau ; la mesure concernerait près de 6 millions de travailleurs). Le Ministère estime que la mise en œuvre de la mesure se traduira par des économies pour les entreprises à hauteur de 4 milliards PLN (environ 940 millions d'euros) au cours des dix années à venir.
- **Les taux directeurs de la Banque Centrale polonaise (NBP) demeurent inchangés, le taux de référence étant maintenu à 1,50%.** Le Conseil de la Politique monétaire (RPP) a décidé, le 4 décembre, de laisser son taux directeur inchangé à 1,50% (en vigueur depuis le 5 mars 2015). Le taux de dépôt au jour le jour et le taux de prêt marginal (Lombard) restent également inchangés à respectivement 0,5% et 2,50%. Le communiqué publié à l'issue de la réunion du RPP anticipe un ralentissement économique chez les principaux partenaires de la Pologne, en particulier dans la zone euro. Compte tenu de la baisse des prix du pétrole, l'inflation reste modérée (1,7% en octobre en g.a). En Pologne, l'activité est dynamique, comme le montre la croissance au troisième trimestre, et est toujours tirée la consommation des ménages, qui évolue toutefois à un rythme moins rapide que dans les trimestres précédents, et par une reprise rapide de l'investissement (FBCF). La pression salariale est plus forte que l'an dernier mais pour l'heure l'inflation sous-jacente demeure modérée. En 2019, la pression inflationniste risque d'être plus forte compte tenu de la perspective d'un renchérissement des coûts de l'énergie, un facteur hors de la portée de la politique monétaire. Comme la croissance polonaise va ralentir progressivement en 2019 et en 2020, la pression sur les prix sera d'autant plus faible. Le niveau des taux directeur est considéré par le RPP comme optimal.



- **Le système financier polonais demeure stable et le niveau de risque est faible, estime le dernier rapport sur la stabilité du système financier publié par la Banque centrale polonaise (NBP).** Le rapport indique que l'économie réelle et le système financier polonais ne présentent aucun déséquilibre. Le ratio d'endettement des ménages et des entreprises par rapport au PIB demeure modéré. L'augmentation du crédit est stable, soutient la croissance sans créer de bulles ni dans l'économie réelle ni dans le système financier. La Banque centrale identifie toutefois deux catégories de crédit dont l'évolution doit être suivie, premièrement, il s'agit d'une forme émergente des crédits à la consommation pour des sommes relativement importantes et avec des périodes de remboursement longues (plusieurs années) et deuxièmement des crédits au logement dont l'évolution est tirée par le niveau faible des taux d'intérêt et par une forte activité du marché immobilier. Le rapport met également en exergue l'opportunité de poursuivre l'assainissement financier du secteur des caisses coopératives d'épargne et de crédit (SKOK). Le rapport indique par ailleurs que le système bancaire polonais est correctement capitalisé et que les pratiques de « deleveraging » demeurent limitées. A moyen terme, satisfaire les dispositions de la directive MREL en termes d'accumulation des capitaux, demeure un défi notamment pour les banques moins rentables. Enfin, la Banque centrale indique que compte tenu de l'accroissement du rôle du Trésor dans le système financier polonais il est important de bien séparer la fonction de gestionnaire de celui du superviseur.
- **Le Ministère polonais du développement estime qu'il y a de fortes divergences entre les Etats-membres de l'UE concernant l'évolution de la politique de cohésion post-2020.** Lors du Conseil pour les Affaires générales en présence du Commissaire européen Corina Cretu, le Ministre Jacek Kwiecinski a réitéré la demande de la Pologne à ce que les infrastructures gazières soient éligibles pour les financements communautaires dans le cadre de la politique de cohésion dans le futur cadre financier pluriannuel de l'UE 2021-2027 puisque le projet présenté par la Commission européenne prévoit le contraire. Parmi d'autres priorités pour la Pologne soulevé par le ministre Kwiecinski on notera la possibilité d'acheter avec des fonds européens du matériel ferroviaire de transport et la possibilité de financer par le Fond social européen non seulement des projets "soft" (formations par exemple) mais également des éléments d'infrastructure sociale (éducation, santé...) ainsi que le relèvement du seuil de souplesse à un niveau de 10% de l'enveloppe pays (la Commission propose 5%). On notera à cette occasion que le Pologne a été parmi les Etats-membres qui ont signé une déclaration des "Amis de la politique de cohésion" le 28 novembre à Bratislava, en présence de Maroš Šefčovič, Vice-président pour l'énergie de la Commission européenne, de M. Guenther Oettinger, Commissaire européen en charge des questions budgétaires et M. Vazil Hudak, vice-Président de la Banque européenne d'investissement (BEI). A côté de la Pologne, les pays suivants ont signé la déclaration en faveur de la politique de Cohésion les représentants des Etats-membres suivants : la Slovaquie, la République Tchèque, la Hongrie, Malte, la Roumanie, la Croatie, l'Estonie et la Slovénie. La position commune est axée sur l'idée de maintenir, dans le futur cadre pluriannuel financier de l'UE 2021-2027, le niveau de financement de la politique de cohésion et de la PAC (politique agricole commune) au même niveau que pour la campagne 2014-2020. De plus, les pays signataires demandent à ce que les modalités d'accès au financement dans le cadre des deux politiques soient simplifiées et assouplies pour les bénéficiaires.

Hongrie

- **La croissance du volume des ventes de détail atteint 4,4% en g.a en septembre 2018**, office statistique hongrois (KSH) le 23 novembre. La croissance a ainsi décéléré comparé aux 6,3% enregistrés en g.a en août dernier. En septembre, la croissance a atteint respectivement 3% pour les produits alimentaires, 7,7% pour les produits non-alimentaires et 5,6% pour le carburant. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018, les ventes de détail ont représenté 8 252 milliards HUF (25,57 milliards d'euros) en Hongrie, dont 3754 HUF (11,63 milliards d'euros) de produits alimentaires, 3097 milliards HUF (9,60 milliards d'euros) de produits non-alimentaires et 1400 milliards HUF (4,34 milliards d'euros) de carburant. La croissance des ventes du commerce de détail atteint 6,3% en g.a sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018 ; respectivement 4% pour les produits alimentaires, 9,6% pour les produits non-alimentaires et 6,9% pour le carburant.



- **L'indice du sentiment économique des consommateurs et du monde des affaires est en hausse en novembre 2018**, Institut de recherche GFK le 26 novembre. L'indice du sentiment économique des consommateurs atteint 7,5 (+0,3pp en un mois) et celui des entreprises 14,4 (+1,3pp en un mois).
- **Les pensions de retraite augmenteront de 2,7% en termes nominaux à compter du 1^{er} janvier 2019**, Ministère des finances le 26 novembre. La pension de retraite moyenne s'établit actuellement à 130 500 HUF (402,50 euros) bruts mensuels ; avec cette revalorisation le montant moyen devrait atteindre 134 000 HUF (413,50 euros). Cette revalorisation des pensions de retraite au 1^{er} janvier 2019 devrait toutefois être inférieure au niveau de l'inflation ; l'inflation (calculée sur la base d'un panier de biens pour les retraités) s'établissant à 3,4% en g.a en octobre 2018. La retraite minimale des handicapés s'établira à 37 350 HUF (115,26 euros) bruts mensuels au 1^{er} janvier prochain. Dans le même temps, la pauvreté relative des retraités, définis comme la part des retraités vivant avec moins de 60% de la pension de retraite moyenne augmente. En 2018, le seuil de pauvreté relative est fixé à 83 854 HUF (259 euros) bruts mensuels. La Hongrie comptait 9,6% de retraités relativement pauvres en 2017, contre 4,6% en 2010, 7,1% en 2015 et 9,1% en 2016.
- **Le gouvernement hongrois recommande d'augmenter le salaire minimum horaire dans le secteur de la construction à 3300 HUF (10,18 euros) bruts au 1^{er} janvier 2019, soit une hausse de 15%**, annonce le 27 novembre. Pour rappel, le salaire minimum horaire dans le secteur de la construction est actuellement de 2870 HUF (8,85 euros) bruts depuis le 1^{er} janvier 2018. Au troisième trimestre 2018, quelques 335 000 salariés hongrois travaillaient dans le secteur de la construction, un chiffre en hausse de 35% comparé à la même période en 2013.
- **Le taux de chômage s'établit à 3,7% de la population active (15-74 ans) sur la période du 1^{er} août au 31 octobre 2018**, KSH le 28 novembre. La Hongrie comptait ainsi 172 900 chômeurs, soit 10 600 de moins qu'en août-octobre 2017. Le taux de chômage s'établit respectivement à 10,5% pour les 15-24 ans, 3,3% pour les 25-54 ans et 2,5% pour les 55-74 ans. 41,1% des chômeurs étaient à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an et la durée moyenne de recherche d'un emploi était de quinze mois. Le taux d'emploi s'établit en août-octobre 2018 à 60,4% de la population active (respectivement à 68,5% pour les hommes et 53,2% pour les femmes), soit une progression de 0,7pp comparé à août-octobre 2017. La Hongrie compte actuellement 4,502 millions de personnes ayant un emploi, un chiffre en hausse de 57 000 en un an.
- **Le Conseil de la compétitivité a approuvé une série de trente mesures visant à améliorer la compétitivité de l'économie hongroise**, Ministère des finances le 26 novembre. Ces trente mesures concernent les six points suivants : simplification de la taxation, augmentation de la participation sur le marché du travail, développement de l'automatisation dans l'administration, amélioration du climat des affaires, adéquation de l'éducation et des formations aux besoins du marché du travail et amélioration des soins et de la prévention médicale. Le Parlement hongrois débattait de ces trente mesures mercredi 28 novembre ; le Ministère des finances estime que la mise en œuvre complète de cette stratégie permettra d'augmenter le potentiel de croissance de la Hongrie à hauteur de 0,5 point de PIB à long terme.
- **La dette publique au sens de Maastricht atteint 28 927 milliards HUF (90,1 milliards d'euros) et représente 70,9% du PIB hongrois au 30 septembre 2018**, KSH le 29 novembre. Le ratio de la dette publique est ainsi en diminution, puisqu'il atteignait 71,8% du PIB au 30 juin 2018 (28 743 milliards HUF/89,38 milliards d'euros) et 72,1% du PIB (26 969 milliards HUF/ 83,85 milliards d'euros) au 30 septembre 2017. La part de la dette publique libellée en devises étrangères atteint actuellement 20%, mais cette part pourrait être réduite à 3,3% d'ici 2025 d'après les informations fournies par l'Autorité de gestion de la dette publique (AKK).
- **Les salaires des employés des services de santé devraient croître de 72% en termes nominaux d'ici 2022**, Ministère de la santé le 30 novembre. Les salaires seront ainsi revalorisés de 8% en juillet 2019, 14% en janvier 2020, 20% en novembre 2020 et enfin une revalorisation de 30% aura lieu au cours de



l'année 2021. Le coût budgétaire des hausses salariales pour l'Etat hongrois est estimé à 14,1 milliards HUF (43,5 millions d'euros) pour 2019 et 79,4 milliards HUF (245,5 millions d'euros) pour 2020.

- **La hausse du volume des investissements atteint 22,1% en g.a au troisième trimestre 2018**, KSH le 30 novembre. Cette tendance signifie une accélération du volume des investissements, puisque la hausse avait atteint 10,8% au premier trimestre et 15,3% au deuxième trimestre. Les postes d'investissements les plus dynamiques au troisième trimestre 2018 étaient le secteur de la logistique (+41,8% en g.a), de la construction (+25% en g.a) et des équipements en machine (+18,5% en g.a). Sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018, les investissements ont représenté 5231,4 milliards HUF (16,16 milliards d'euros), soit une hausse de 16,9% en g.a.
- **La hausse des prix à la production industrielle atteint 6,4% en g.a en octobre 2018**, KSH le 30 novembre. La hausse des prix s'établit respectivement à 8,2% pour les produits destinés au marché intérieur et à 5,4% pour les produits destinés à l'exportation. Les prix à la production industrielle sont principalement tirés à la hausse par les prix de l'énergie (+33% en g.a en octobre 2018). Comparé à septembre 2018, la hausse des prix à la production industrielle atteint 0,6% en octobre (tant pour les produits destinés au marché intérieur qu'à l'exportation). Sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2018, les prix à la production industrielle ont progressé de 5,6% en g.a, respectivement de 5,9% pour les produits destinés au marché domestique et de 5,4% pour les produits destinés à l'exportation.
- **L'excédent du commerce extérieur atteint 248 millions d'euros en septembre 2018**, KSH le 30 novembre. Les exportations ont représenté 8,657 milliards d'euros (-2,4% en g.a) et les importations 8,409 milliards d'euros (+6,4% en g.a) en septembre dernier. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018, les exportations hongroises ont atteint 78,442 milliards d'euros (+4,2% en g.a) et les importations 73,581 milliards d'euros (+6,7% en g.a), portant l'excédent du commerce extérieur à 4,861 milliards d'euros (contre 6,299 milliards d'euros sur la même période en 2017). Le commerce extérieur est néanmoins resté excédentaire tous les mois depuis le début de l'année.
- **La Hongrie comptait 718 028 petites et moyennes entreprises en 2017, un chiffre en hausse de 3,9% comparé à 2016**, KSH le 4 décembre. Parmi les PME hongroises, 94,6% sont des microentreprises (moins de 10 salariés), 4,7% des petites entreprises (entre 10 et 49 salariés) et 0,7% des moyennes entreprises (entre 50 et 249 salariés). 80% des PME avaient une activité dans le secteur des services et seulement 7,3% dans l'industrie. Les PME représentaient 43,7% de la valeur ajoutée hongroise totale et 22% des investissements hongrois en 2017.
- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 5,9% en g.a en octobre 2018**, KSH le 6 décembre. Comparé au mois de septembre dernier, la croissance de la production industrielle atteint 2% en octobre. Cette tendance marque une accélération de la croissance de la production industrielle, qui atteint 3,4% en g.a sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2018. KSH estime que sur l'ensemble de l'année 2018 le volume de la production industrielle devrait atteindre 3,6%.

République tchèque

- **Le gouvernement tchèque estime que le taux de chômage historiquement faible (2,3% en septembre 2018) est désormais un frein pour la croissance de l'économie.** Les entreprises présentes en République tchèque estiment qu'elles doivent en moyenne allouer 233 heures par salarié et par an à la bureaucratie en 2018, soit 33 heures de plus qu'en 2017, principalement en raison des pénuries de main d'œuvre. En plus du problème de la pénurie de main d'œuvre, les entrepreneurs tchèques estiment pour la plupart que la hausse du salaire minimum de 9,4% au 1^{er} janvier 2019 est trop importante et se déclarent contre la réintroduction des congés maladie payés par l'employeur (plus de trois jours) à partir du 1^{er} juillet 2019.
- **Le gouvernement tchèque prévoit des investissements dans les infrastructures à hauteur de 3500 milliards CZK (135 milliards d'euros) sur la période 2019-2030**, rapport du plan national sur l'investissement 2019-2030. Le plan concernera quelques 17 000 projets d'investissement prioritaires



définis par le Ministère du développement régional, principalement pour les infrastructures, les transports et le développement des régions les moins riches du pays.

- **Le PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) atteindra 85% de la moyenne des dix-neuf Etats membres de la zone euro en 2019**, rapport du Ministère des finances publié le 27 novembre. Pour rappel, le PIB par habitant en SPA atteint 83% de la moyenne de la zone euro en 2017 et 84% en 2018. Le rapport précise que le niveau général des prix en République tchèque atteint 66% de la moyenne de la zone euro en 2017 et pourrait atteindre 71% en 2018 ; la croissance du niveau général des prix ne devrait néanmoins pas nuire à la compétitivité de l'économie tchèque, estime le rapport.
- **Le salaire moyen s'établit à 31 516 CZK (1216 euros) bruts mensuels au troisième trimestre 2018, soit une hausse de 8,5% en g.a en termes nominaux**, Office statistique tchèque (CSU) le 4 décembre. Corrigée de l'inflation, la croissance des salaires atteint 6% en termes réels. Le salaire médian s'établit à 27 719 CZK (1069 euros) bruts mensuels au troisième trimestre 2018, soit une hausse de 9,8% en g.a en termes nominaux et de 7,3% en termes réels. Le salaire moyen est en augmentation constante depuis le début de l'année 2014 en République tchèque.
- **Le déficit budgétaire de la République tchèque atteint 21,6 milliards CZK (833 millions d'euros) sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2018**, Ministère des finances le 4 décembre. Le budget 2018 est basé sur un déficit budgétaire de 50 milliards CZK (1,93 milliards d'euros). Le Ministère des finances estime que le déficit ne dépassera finalement pas les 20 milliards CZK (771 millions d'euros) sur l'ensemble de l'année 2018 grâce à l'augmentation des recettes de TVA, des cotisations sociales et aussi de l'absorption des fonds européens.

Slovaquie

- **44% des petites entreprises dont le chiffre d'affaire est inférieur à 200 000 euros et 58% des plus grandes entreprises ont l'intention d'accorder une prime de fin d'année aux salariés**, résultats d'un sondage mené par la Banque CBOS publiés le 26 novembre. La part des entreprises octroyant une prime de fin d'année est ainsi stable comparée à 2017 ; la prime ne dépassant pas 300 euros dans près de 80% des cas.
- **Le Ministère de l'économie a présenté le 26 novembre le troisième paquet de mesures anti-bureaucratie en vue d'améliorer le climat des affaires dans le pays**. Les 36 nouvelles mesures présentées devraient permettre au pays d'économiser 76 millions d'euros par an à moyen et long termes, principalement par la simplification des démarches en vue de créer une entreprise.
- **65 000 ressortissants étrangers travaillent en Slovaquie au 31 octobre 2018, un chiffre en hausse de 17 000 en l'espace d'un an**, Office statistique slovaque (SU) le 27 novembre. Comparé à fin septembre dernier, le nombre de ressortissants étrangers travaillant en Slovaquie a augmenté de 810. Parmi ces 65 000 étrangers occupant un emploi en Slovaquie, la plupart étaient des serbes (15 000), des roumains et des ukrainiens (10 000 pour chaque pays) ; le nombre de ressortissants ukrainiens a augmenté de 6200 et le nombre de roumains de 2000 en l'espace d'un an. Près d'un tiers des étrangers (20 500 fin octobre 2018) travaillaient à Bratislava ; la région capitale de Slovaquie se situant parmi les dix régions les plus riches de l'UE en terme de PIB par habitant en SPA.
- **Le gouvernement a signé mercredi 28 novembre un accord avec les syndicats de la fonction publique pour une revalorisation des salaires des fonctionnaires à hauteur de 10% au 1^{er} janvier 2019**. Le salaire des fonctionnaires sera également revalorisé de 10% au 1^{er} janvier 2020 et le coût total de ces deux revalorisations successives est estimé à 1,6 milliards d'euros pour l'Etat slovaque.
- **Le Parlement slovaque a approuvé mercredi 28 novembre le doublement du crédit d'impôt pour enfants à 22,17 euros à compter du 1^{er} avril 2019**. Le coût de la mesure est estimé pour l'Etat à 75 millions d'euros par an. Le gouvernement a également approuvé la mise en place de repas gratuits dans les



écoles maternelles et primaires à partir de septembre 2019, le coût pour l'Etat est estimé entre 80 et 100 millions d'euros par an.

- **L'indice du sentiment économique calculé par l'office statistique national s'établit à 96,8 points en novembre 2018, soit son plus faible niveau depuis 2015.** L'indice des services est à son plus bas niveau depuis 2009, principalement en raison des pénuries de main d'œuvre. Cette tendance se traduit par une pression à la hausse sur les salaires qui tend à augmenter le niveau de confiance des consommateurs. L'office statistique national estime que cette tendance à la baisse de l'indice du sentiment économique au cours des derniers mois laisse présager d'un ralentissement de l'activité au cours des prochains mois.
- **Le taux d'intérêt moyen des prêts immobiliers s'établit à 1,35% en novembre 2018, soit le niveau le plus faible de toute l'histoire de la Slovaquie,** Banque centrale de Slovaquie (NBS) le 3 décembre. Les taux d'intérêts pour les crédits immobiliers sont ainsi les plus faibles de toute la zone euro ; la NBS estime que cette tendance est liée à la forte compétition entre les banques commerciales du pays.
- **Le déficit budgétaire de la Slovaquie atteint 856 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2018, soit une baisse de 13% en g.a,** Ministère des finances le 3 décembre. Au cours des onze premiers mois de l'année 2018, les recettes budgétaires ont augmenté de 9% en g.a et les dépenses budgétaires de 7% en g.a ; le coût du service a diminué de 3%. Le budget 2019 adopté par le parlement slovaque le 5 décembre 2018 table sur un budget équilibré pour la première fois de l'histoire de la Slovaquie indépendante ; les dépenses comme les recettes budgétaires devant atteindre 37,161 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année.

Slovénie

- **Le profit total des banques commerciales slovènes atteint 382 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018, soit une croissance de 11,4% en g.a,** Banque Centrale de Slovénie le 27 novembre. Au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, les revenus d'intérêts des banques commerciales ont atteint 499 millions d'euros (+3,6% en g.a) et les autres revenus ont atteint 367 millions d'euros (+7,4% en g.a). Dans le même temps, les coûts d'exploitation ont représenté 484 millions d'euros, soit une baisse de 1,3% en g.a.
- **Le taux de chômage s'établit à 5% de la population active au troisième trimestre 2018,** Office statistique slovène le 29 novembre. Il s'agit du plus faible taux de chômage enregistré depuis 2008 et d'une baisse de 1,3pp comparé au troisième trimestre 2017 et de 0,2pp comparé au deuxième trimestre 2018.
- **La croissance du PIB slovène atteint 4,8% en g.a au troisième trimestre 2018,** Office statistique slovène le 30 novembre. Cette tendance constitue une accélération de la croissance de l'économie slovène ; pour rappel la croissance avait atteint 4,7% au premier trimestre et 4% au deuxième trimestre. Au troisième trimestre 2018, la croissance a été tirée par la demande intérieure, contribuant à la croissance à hauteur de 3,1pp, en particulier les investissements (+13,4% en g.a), tandis que les dépenses de consommation finales des ménages sont restés stables et celles des administrations publiques sont restées en berne (+2,5% en g.a). Les exportations nettes ont contribué à la croissance à hauteur de 1,7pp ; les exportations ont augmenté de 5,7% en g.a et les importations de 4,3% en g.a.
- **L'inflation atteint 2% en g.a en novembre 2018,** Office statistique slovène le 30 novembre. L'inflation mesurée en rythme annuel ralentit légèrement après 2,2% enregistré en octobre dernier ; elle est principalement alimentée par la hausse des prix de l'énergie (+5,5% en g.a), alors que pour tous les autres groupes de biens la hausse du niveau des prix ne dépasse pas 3%. Entre octobre et novembre 2018, la hausse du niveau général des prix atteint 0,1%.
- **L'agence de notation Moody's améliore la note de la Banque NLB à Baa2 le 5 décembre.** Moody's a amélioré la note de la plus grande banque de Slovénie de deux crans, en maintenant les perspectives de notation des dépôts à long terme comme positives. La raison principale de cette mesure est le "progrès important" dans la privatisation de la banque, qui, selon l'agence, soulève une incertitude importante quant à la viabilité de la banque. L'action de Moody's fait suite à celle de Fitch, qui a revalorisé les notations de la NLB à la suite de l'introduction en bourse de NLB en novembre 2018.



ETATS BALTES

Estonie

- **Le volume de la production du secteur de la construction a augmenté de 18% en g.a au troisième trimestre 2018**, Office statistique estonien le 26 novembre. Le chiffre d'affaire global du secteur de la construction s'établit à 863 millions d'euros au troisième trimestre 2018 ; respectivement à 527 millions d'euros pour la construction (+13% en g.a) et 336 millions d'euros pour l'ingénierie civile (+22% en g.a). Pour rappel, le chiffre d'affaire du secteur de la construction avait progressé de 20,2% en g.a au deuxième trimestre 2018.
- **Le profit total des entreprises estoniennes atteint 871 millions d'euros au troisième trimestre 2018, soit une hausse de 21% en g.a**, Office statistique estonien le 28 novembre. L'institut statistique précise que le profit des entreprises a augmenté dans tous les secteurs de l'économie. Au troisième trimestre 2018, le volume des ventes des entreprises estoniennes a atteint 15,5 milliards d'euros ; les ventes ont été en hausse de 11% pour le commerce de détail et de 6% pour les produits manufacturés.
- **Le salaire moyen s'établit à 1291 euros bruts mensuels au troisième trimestre 2018, soit une hausse de 7,5% en termes nominaux et de 3,8% en termes réels en g.a**, Office statistique estonien le 29 novembre. Le salaire moyen atteint respectivement 1296 euros en juillet, 1286 euros en août et 1292 euros en septembre 2018 et le salaire moyen horaire était de 7,51 euros bruts sur l'ensemble du troisième trimestre 2018. Pour rappel, la croissance moyenne des salaires atteignait 6,4% en g.a au deuxième trimestre 2018 et la croissance des salaires en termes réels est ininterrompue depuis le troisième trimestre 2011. Le salaire médian s'établit à 1000 euros bruts mensuels au troisième trimestre 2018, en hausse de 10% en g.a. D'un point de vue sectoriel, les salaires ont en moyenne augmenté dans tous les secteurs entre le troisième trimestre 2017 et le troisième trimestre 2018. Les salaires les plus élevés ont été observés dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (2181 euros bruts mensuels), de la finance et des assurances (2066 euros) et de l'énergie (1719 euros), alors que les salaires les plus faibles ont été enregistrés dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration (858 euros) et de l'immobilier (1004 euros) au troisième trimestre 2018. D'un point de vue géographique, les salaires les plus élevés ont été relevés dans les provinces de Harju (14 35 euros) et de Tartu (1272 euros) et les plus faibles dans les provinces de Hiiu (927 euros) et de Valga (968 euros). Swedbank anticipe une croissance des salaires en termes nominaux de 6,6% en 2018 et 6% en 2019.
- **La croissance des salaires en 2018 a un impact limité sur la croissance de la consommation**. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2018, le volume des ventes du commerce de détail n'a progressé que de 0,9% en g.a, un phénomène imputable à une hausse de l'inflation et de l'épargne des ménages. Selon l'Institut estonien de la recherche économique, 53% des ménages ont réussi à épargner durant les 9 premiers mois de l'année 2018, une propension en hausse de 9,5pp comparé à la même période en 2017.
- **La croissance du PIB estonien s'accélère à 4,2% en g.a au troisième trimestre 2018**, Office statistique estonien le 30 novembre. Pour rappel, la croissance de l'économie estonienne avait atteint respectivement 3,3% et 3,7% en g.a sur les deux premiers trimestres de l'année 2018. Au troisième trimestre, l'économie estonienne a été tirée principalement par les secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière. La croissance rapide des salaires pourrait néanmoins à moyen terme nuire à la compétitivité de l'économie estonienne. Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance du PIB estonien devrait atteindre 3,5% puis 3,2% sont prévus en 2019.
- **Les dépenses en recherche et développement de l'Estonie ont représenté 304,3 millions d'euros en 2017, soit une hausse de 13% comparé à 2016**, Office statistique estonien le 4 décembre. Les dépenses de R&D ont augmenté respectivement de 3% dans le secteur privé et de 23% dans les institutions à but non-lucratif. Le nombre de personnes employées dans les activités de R&D était de 6 048 en 2017, soit un chiffre en hausse de 5% comparé à 2016. Les dépenses de R&D ont représenté 1,29% du PIB estonien en 2017, un niveau bien en-dessous de l'objectif de 3% du PIB fixé par la Commission européenne pour 2020.



- **La banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) a réalisé fin octobre 2018 un investissement de 150 millions d'euros d'obligations privilégiées émises par la banque Luminor.** Cette opération permet à Luminor de diversifier ses sources de financement dans la zone balte. A l'heure actuelle, la banque Luminor possède 18% des parts de marché du secteur bancaire, et détient 10% des dépôts en Estonie.

Lettonie

- **Le nombre d'emplois créés par les exportations a augmenté de 138% en Lettonie depuis l'an 2000,** rapport de la Commission européenne publié le 27 novembre. Cette croissance du nombre d'emplois créés depuis 2000 est la septième la plus rapide enregistrée dans l'UE ; la croissance a été plus rapide seulement en Bulgarie (+312%), en Slovaquie (+213%), au Portugal (+172%), en Lituanie (+153%) ainsi qu'en Irlande et en Estonie (+147% chacun).
- **Le salaire moyen s'établit à 1006 euros bruts mensuels au troisième trimestre 2018, soit une hausse de 8% en g.a en termes nominaux,** Bureau letton des statistiques (CSB) le 30 novembre. Le salaire atteint respectivement 992 euros bruts mensuels dans le secteur privé (+7,7% en g.a), 1036 euros bruts mensuels dans la fonction publique (+8,5% en g.a) et 993 euros dans l'administration centrale (+8,8% en g.a). Le salaire net moyen s'établit à 744 euros mensuels au troisième trimestre 2018, soit une hausse de 9,5% en termes nominaux et de 6,4% en termes réels. D'un point de vue sectoriel, les salaires les plus élevés ont été observés dans les secteurs de la finance et des assurances (1932 euros bruts mensuels), des technologies de l'information et de la communication (1584 euros) et de l'énergie (1272 euros) et les salaires les plus faibles dans l'hôtellerie-restauration (720 euros), l'éducation (822 euros) et l'immobilier (843 euros). Les plus fortes hausses de salaires en termes nominaux ont été relevées au troisième trimestre 2018 dans les secteurs de la santé (+15,9% en g.a), de l'hôtellerie-restauration (+11,6%), de l'exploitation des minerais et carrières (+10,6%), de l'agriculture (+9,6%) et de la manufacture (+9,2%) ; les salaires ont progressé dans tous les secteurs à l'exception de la finance et des assurances où ils ont stagné (+0,4%). D'un point de vue géographique, les salaires les plus élevés ont été relevés à Riga (1124 euros bruts mensuels) et les plus faibles dans les provinces de Latgale (708 euros) et de Vidzeme (818 euros). L'office statistique anticipe une croissance des salaires en termes nominaux de 9% sur l'ensemble de l'année 2018 puis de 7% en 2019.
- **Le profit cumulé des institutions monétaires et financières lettones atteint 251,7 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2018, soit une hausse de 9,2% en g.a,** Banque Centrale de Lettonie le 30 novembre. En revanche, les actifs cumulés totaux des institutions monétaires et financières du pays représentent 21,065 milliards d'euros au 31 octobre 2018, soit une baisse de 22,7% en g.a.
- **L'excédent budgétaire de la Lettonie atteint 514,7 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2018,** Trésor public letton le 30 novembre. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2018, les recettes budgétaires ont représenté 9,1 milliards d'euros (+13,9% en g.a) et les dépenses budgétaires 8,6 milliards d'euros (+11,1% en g.a) ; l'excédent budgétaire représente actuelle 1,8% du PIB prévu pour l'année 2018 (contre 1% du PIB en 2017).
- **La croissance du PIB letton atteint 4,7% en g.a au troisième trimestre 2018,** CSB le 30 novembre. La croissance a été principalement tirée par les secteurs des technologies de l'information et de la communication (+13,7% en g.a au troisième trimestre 2018), de la construction (+10,3% en g.a) et des transports (+8,2% en g.a). L'activité économique reste tirée par la demande intérieure, le volume des investissements a progressé de 13,2% en g.a et les dépenses de consommation finale de 4,5% en g.a, tandis que les exportations nettes ont pénalisé la croissance à hauteur de 0,8pp.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a progressé 2,4% en g.a en octobre 2018,** CSB le 30 novembre. La hausse atteint respectivement 4,3% en g.a pour les produits alimentaires et 1,4% pour les produits non-alimentaires. Comparé au mois de septembre dernier, le volume des ventes du commerce de détail a chuté de 0,7% en octobre.
- **Le volume de la production industrielle a augmenté chuté de 1,9% en g.a en octobre 2018,** CSB le 5 décembre. La production industrielle a chuté dans la plupart des secteurs, les deux plus fortes baisses ont été observées dans le secteur de l'énergie (-17,7% en g.a) et dans la production des boissons (-8%) ; en



revanche la plus forte hausse a été enregistrée dans le secteur de l'exploitation des minerais et carrières (+6,3%) et de l'industrie manufacturière (+3,3%). Comparé au mois de septembre dernier, le volume de la production industrielle a chuté de 1,3% en octobre. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2018, le volume de la production industrielle a augmenté de 2% en g.a en Lettonie.

Lituanie

- **La croissance des salaires en termes bruts atteint 10% en g.a au troisième trimestre 2018**, estimations de Swedbank publiées le 26 novembre. La croissance des salaires bruts s'établit à respectivement 9,3% dans le secteur privé et 11,3% dans la fonction publique. En termes nets, la croissance des salaires atteint 9% en termes nominaux et 6,6% en termes réels (Swedbank estime l'inflation en Lituanie à 2,4% en g.a au troisième trimestre 2018). La croissance des salaires est néanmoins inégalement distribuée selon les secteurs de l'économie ; elle atteint 18% dans le secteur de la santé, 15,3% dans le secteur de l'hôtellerie-restauration contre seulement 4,6% dans le secteur de la finance et des assurances. Les salaires augmentent le plus rapidement dans les secteurs touchés par la pénurie de main d'œuvre et dans la fonction publique, où les hausses ont été contenues ces dernières années. Swedbank estime qu'une croissance durable des salaires bien au-delà de celle de la productivité n'est pas soutenable pour la compétitivité des entreprises lituaniennes et de ce fait la croissance des salaires devrait ralentir à 7% en 2019 et à 4% en 2020.
- **Les ventes du commerce de détail ont représenté 1,006 milliard d'euros en Lituanie en octobre 2018, soit une hausse de 7,3% en g.a**, Office statistique lituanien le 29 novembre. Comparé à septembre dernier, le volume des ventes du commerce de détail (TVA exclue) est resté quasiment stable au mois d'octobre (+0,1%). Comparé à octobre 2017, le volume des ventes a progressé de respectivement 4,5% pour les produits alimentaires et 7,9% pour les produits non-alimentaires.
- **La croissance du PIB lituanien atteint 2,9% en g.a au troisième trimestre 2018**, Office statistique lituanien le 30 novembre. Cette tendance marque un ralentissement de l'activité économique après la croissance de 3,7% et 3,8% observée au premier et deuxième trimestres 2018. Au troisième trimestre 2018, la croissance a été négativement impactée par la baisse de la production dans le secteur agricole liée à la sécheresse. L'économie lituanienne reste tirée par la demande intérieure ; les dépenses de consommation finale contribuant à la croissance à hauteur de 1,8pp, l'investissement à hauteur de 1,1pp tandis que le commerce extérieur a eu un impact neutre sur la croissance.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier
cvs : corrigé des variations saisonnières
g.a. : glissement annuel
g.t. : glissement trimestriel
IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)
IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production
PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)
pb : points de base
pp : points de pourcentage
volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Slovénie	Estonie	Lettonie	Lituanie								
PIB (variation N/N-1 en %)*																
2018	4,8	4,3	3,0	4,0	4,3	3,5	4,1	3,4								
2019	3,7	3,4	2,9	4,1	3,3	2,8	3,2	2,8								
2020	3,3	2,6	2,6	3,5	3,0	2,6	2,9	2,5								
Inflation (variation annuelle)*																
2018	1,2	3,0	2,1	2,6	2,0	3,5	2,7	2,6								
2019	2,6	3,3	2,2	2,6	2,3	3,3	2,7	2,2								
2020	2,7	3,0	1,8	2,4	2,2	2,5	2,4	2,1								
Chômage (% population active)																
2018	3,3	3,6	2,4	6,9	5,6	5,7	7,3	6,5								
2019	2,9	3,3	2,5	6,3	5,3	6,0	6,7	6,3								
2020	2,8	3,2	2,6	6,0	5,1	6,0	6,5	6,3								
Solde public (% PIB)																
2018	-0,9	-2,4	1,4	-0,6	0,5	0,5	-0,8	0,6								
2019	-0,9	-1,9	0,8	-0,3	0,4	0,5	-1,0	0,4								
2020	-1,0	-1,8	0,7	-0,1	0,2	0,2	-0,7	0,1								
Dettes publique brute (% PIB)																
2018	49,2	72,9	33,2	48,8	70,2	8,0	37,1	34,8								
2019	48,3	70,3	32,1	46,4	66,3	7,6	35,5	37,9								
2020	47,4	68,6	31,2	44,2	62,6	7,5	35,7	37,6								
Solde courant (% PIB)																
2018	-0,6	1,2	-0,5	0,0	7,5	3,5	0,0	-0,8								
2019	-0,9	0,0	-0,5	1,2	7,1	3,2	-0,4	-0,8								
2020	-1,3	0,3	-0,1	2,1	6,7	3,2	-0,4	-0,6								
Notation de la dette souveraine																
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB-	Positive	AA-	Stable	A+	Stable	A+	Positive	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	A1	Positive	A2	Positive	Baa1	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Stable
Fitch	A-	Stable	BBB-	Positive	AA-	Stable	A+	Stable	A-	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive

* Prévisions d'automne 2018

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Service Économique Régional de Varsovie
Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 07/12/2018